



N°2  
2e trimestre 1995  
ISSN - 0850 - 7128

EN COUVERTURE  
Babacar Ndiaye  
Directeur  
de la BAD

# SOMMAIRE

**Directeur de Publication**  
Ousmane Wade  
**Responsable d'édition**  
Ami Ndiaye Sow  
**Collaborateurs**  
• Amady Aly Dieng  
• Ibrahima Sow  
• Cheikh Thiam  
• A. Diop  
• Ousmane Sané  
• El. Hadj S. Laobé Fall  
• Akuété Assévi  
• Eveline Bauman  
**Correspondants**  
Abidjan : Hien Solo  
Cotonou : Akuété Assévi  
**Publication Trimestrielle**  
Siège social  
24, rue Victor Hugo  
BP. 526 Dakar  
Tél. (221) 23.59.51  
Fax (221) 23.68.14  
**Tarif des abonnements**  
4 numéros  
Afrique : 50 USD  
ou 25.000 F CFA  
Reste du Monde 100 USD  
**Conception, Maquette,  
Composition & Montage**  
Niamagne éditions  
Tél/Fax (221) 25.71.57  
**Impression :**  
Imprimerie St. Paul  
Tél. 21.14.21 / Fax. 21.14.95

**EDITORIAL**  
3 - Contre les jeux  
spéculatifs

**FINANCES  
& DEVELOPPEMENT**  
5 - 6 & 7 - Nouveaux  
produits sénégalais  
. Côté informel,  
quoi de neuf ?  
8 - L'Afrique face à la  
tyrannie des marchés

**TECHNIQUE BANCAIRE**  
13 - La gestion du risque  
PME - PMI

**ACTUEL**  
14 - Assemblées annuelles  
de la BAD : L'impasse  
d'Abuja  
39 - Priorité  
au programme minimum  
de production

42 - Second programme  
d'emprunt de la BOAD  
43 - Capital-investissement  
en promotion  
. Après la dévaluation : la  
chute du dollar inquiète.

**ENTRETIEN AVEC...**  
15 - 37 : Babacar Ndiaye  
Président de la BAD.

**DROIT BANCAIRE**  
44 - La révocation des cautions

**SELECTION**  
46 - Crise et ajustement  
macro-économiques

**LETRES D'ECONOMIE**  
49 - La Rubrique  
des correspondants

**INTEGRATION**  
50 - (La Zone franc Tome 2)

## Nouveaux produits financiers au Sénégal COTE INFORMEL, QUOI DE NEUF?

par Eveline BAUMANN  
(ORSTOM)

Le 1er Mars 1995, Le Monde titrait à la une: «Crise financière, crise de confiance». Et le journaliste de nous apprendre que les circuits financiers seraient rongés par deux maladies: «une perte de confiance à l'égard des institutions financières d'abord, une crise des crédibilités des gouvernements ensuite». Ce qui semble être vrai sur le plan international, ne l'est-il pas aussi pour un univers plus réduit tel que celui du Sénégal? La confiance des épargnants, petits et grands, a-t-elle profondément ébranlée

par la crise qui a frappé, à la fin des années quatre-vingts, le secteur bancaire. Pour surmonter cette crise, les décideurs devaient poursuivre plusieurs objectifs aussi vital l'un que l'autre: assainir le paysage des finances par rapport à l'environnement économique national et international, inciter les responsables des institutions bancaires et financières à se conformer davantage aux règles de l'orthodoxie bancaire, et enfin se montrer plus proche des populations cibles.

**O**N connaît les répercussions les plus spectaculaires de la restructuration bancaire intervenue en 1989. Sur les 18 institutions bancaires que comptait le Sénégal à l'époque, toutes les banques de développement ont été liquidées, et seules subsistent à l'heure actuelle huit banques commerciales qui se montrent désormais très prudentes lorsqu'il s'agit d'attribuer le label «bancable» à un projet présenté par un promoteur potentiel. Par ailleurs, un certain nombre d'innovations traduisent le souci de répondre davantage aux desiderata de la clientèle: lignes de crédit censées pallier l'absence de banques de développement (par exemple celles gérées par le Fonds de promotion économique), promotion du crédit-bail (par la SOGECA entre autres), création de sociétés de capital-risque (telles que la PROPARCO et SENINVEST). Ces innovations s'adressent en premier lieu à des agents économiques dont l'activité a atteint une certaine ampleur. On ne saurait cependant sous-estimer les efforts entrepris en faveur des opérateurs situés à l'autre extrémité de la gamme, opérateurs qui sont habituellement exclus des sources de

financement bancaire tels qu'agriculteurs, petits commerçants, restaurateurs, artisans, prestataires de services de toutes sortes. Les innovations s'adressant à cette population sont certes encore limitées, mais méritent tout notre intérêt. La création de la Cellule ATOBMS (Projet d'assistance technique aux opérateurs bancaires mutualistes au Sénégal), devenue depuis la Cellule AT/CPEC (Assistance technique aux caisses populaires d'épargne et de crédit) et rattachée au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, traduit la volonté des pouvoirs publics de mieux connaître la finance informelle et de renforcer son articulation avec la finance formelle. Les structures telles que, par exemple, l'ACEP (Alliance du crédit et de l'épargne pour la production), la CAPECSI (Caisse populaire d'épargne et de crédit du secteur informel), une mutuelle d'épargne et de crédit mise sur pied par le SYNARES (Syndicat national des représentants de commerce du Sénégal) et le projet PAME (Projet d'appui à la micro-entreprise) de la Médina, sont autant de réalisations favorisant l'intermédiation financière. Il s'agit de structures de proximité basées sur la responsabilisation des membres et la mutualisation des risques.

La nécessité de doter toutes ces structures d'un cadre juridique adéquat a donné lieu, en décembre 1994, au vote de la loi portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit. Il s'agit d'une loi cadre applicable à toute l'UEMOA. Remarquons qu'avant l'existence de ce texte, il n'y avait pas de loi spécifique relative aux institutions mutualistes d'épargne et de crédit: elles étaient gérées par la loi sur les coopératives, avec le risque de contrevirer à la loi bancaire.

### Tontine, garde-monnaie et produits financiers

Les structures financières de proximité se sont développées dans un contexte peu propice à des emplois productifs d'une épargne «populaire», pourtant réelle. En effet, bien que difficiles à estimer, les potentialités de l'épargne non-bancaire des populations sénégalaises sont loin d'être négligeables. On sait par exemple que les caisses d'épargne et de crédit recensées fin 1994 ont réalisé une épargne de 660 millions F. CFA, soit une moyenne de 22.000 F. CFA par membre. Il convient d'opposer cette somme aux revenus monétaires annuels évalués, en 1991,

à 57.000 F. CFA par individu en milieu rural, et à près de 600.000 F. CFA en milieu urbain. On estime, par ailleurs, que les tontines drainent 10 % des revenus. Or, cette épargne ne profite que très partiellement à l'économie du pays, et les fonds collectés ne sont qu'exceptionnellement réinjectés dans les circuits officiels. Plusieurs facteurs sont responsables de cette situation, parmi eux l'informalité des structures de collecte, le manque de formation de leurs responsables et, d'une manière générale, la distance séparant l'offre et la demande. En même temps, et malgré la surliquidité des banques, de larges fractions d'entrepreneurs sénégalais sont exclus du système bancaire classique. Cette exclusion a des origines multiples: faiblesse de l'apport personnel, lacunes caractérisant le dossier de demande de crédit, voire modestie des prêts sollicités, dont le montant est souvent sans commune mesure avec les coûts de transaction propres à une institution bancaire, insuffisance des garanties présentées. Parmi tous ces éléments d'explication, le dernier pèse particulièrement lourd. Les opérateurs économiques dont l'activité n'a qu'une

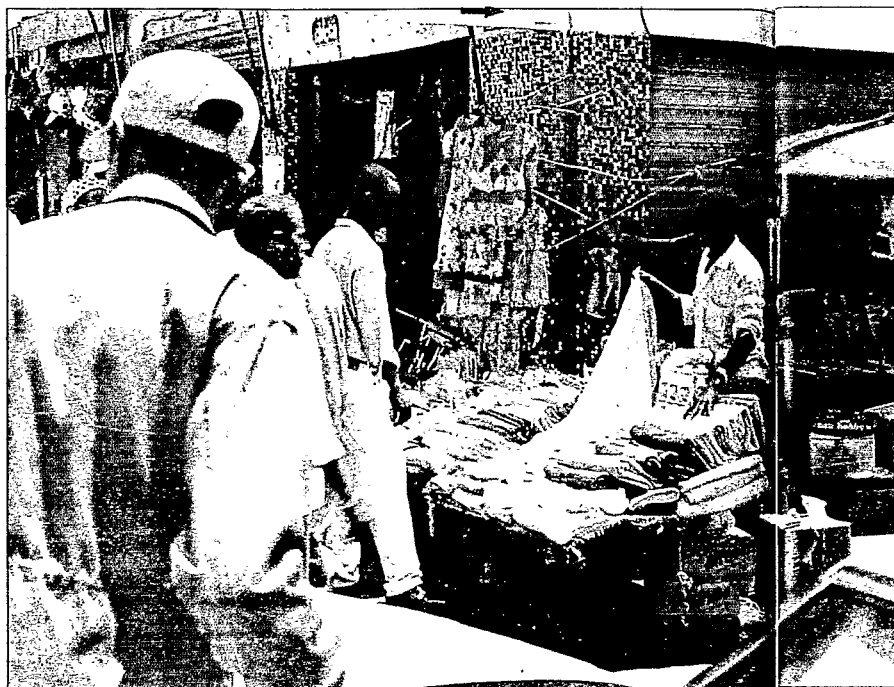


faible ampleur sont donc amenés à se tourner vers des systèmes de financement informels, qu'il s'agisse de prêteurs ou de gardes-monnaie, de tontines ou de réseaux de solidarité de toutes sortes; ils bénéficient ainsi de prêts qui ne disent pas toujours leur nom et dont les conditions sont parfois très éloignées de tout ce qui peut paraître justifié d'un point de vue économique.

Or, ces systèmes informels - aussi efficaces soient-ils par ailleurs - ne financent qu'en second lieu les activités productives; leur rôle premier consiste à octroyer des crédits de faible importance, à répondre à des besoins à caractère social (cérémonies, scolarités, par exemple) et à satisfaire des demandes ponctuelles de consommation. demandes formulées notamment pendant les périodes de soudure et à la veille des fêtes. Il apparaît que les besoins d'investissement - que ce soit dans le commerce ou dans une activité productive - ne sont satisfaits que de manière insuffisante.

### Proximité et souplesse...sous contrôle de l'Etat

Il convenait de trouver une formule permettant la rencontre entre épargne «populaire» et demande de petits prêts, en mettant à profit les caractéristiques de la finance informelle, proximité et souplesse, tout en offrant aux agents économiques un cadre rassurant. La nouvelle loi sur les structures mutualistes d'épargne et de crédit (SMEC) rend obligatoire la proximité des intervenants. Elle stipule que les membres d'une mutuelle doivent avoir des liens communs tels que le lieu de résidence, la profession, l'employeur, etc. Cette proximité - qui facilite la connaissance des besoins effectifs du demandeur de crédit et ses possibilités de remboursement - n'est donc pas seulement spatiale, elle renvoie aussi à une dimension



Le mérite des acteurs de l'informel est de sortir de leur tête le concept "d'Etat-providence"...



La proximité favorise beaucoup la maîtrise des besoins du demandeur.

culturelle et sociale, facteur qui caractérise aussi la finance informelle. Mais, alors que dans cette dernière, le risque est minimisé, entre autres par la pression morale que le prêteur peut exercer sur le groupe social dont relève le débiteur, les SMEC responsabilisent l'individu par rapport aux membres de la mutuelle.

La loi se caractérise également par une souplesse incontestable. Elle s'applique à priori aux structures mutualistes d'épargne et de crédit proprement dites. Mais au cas où un système de financement ne réunirait pas (encore) toutes les conditions pour son agrément en tant que mutuelle - qui seule confère la personnalité morale -, il peut choisir la formule de la reconnaissance, formule qui garantit l'évolution de structures jugées comme étant pré-mutualistes vers une structure mutualiste. De plus,

ce ne sont pas seulement des personnes physiques qui peuvent être membres d'une «institution de base», mais aussi des groupements tels les GIE. Par ailleurs, l'Etat prévoit des incitations fiscales sous forme d'exonérations sur l'impôt des revenus engendrés par l'épargne.

Vu l'enjeu, le contrôle de l'Etat est indispensable mais, en l'occurrence, il semble se faire assez discret. Ainsi, le ministère de tutelle est le Ministère chargé des finances; il donne l'agrément, veille au respect du label «mutuelle» et, avec la Banque centrale et la Commission bancaire de l'UEMOA, exerce un droit de contrôle sans qu'il y ait atteinte au secret professionnel. Ces mesures concourent à la sécurisation des dépôts. En même temps, le législateur protège les épargnants contre les lourdeurs de son

propre appareil administratif: tout dossier d'agrément ou de reconnaissance doit être traité dans un délai de trois mois.

### Pas de remède miracle

Redonner confiance aux structures d'épargne et de crédit en les rapprochant davantage des agents économiques et vaincre en même temps les lourdeurs administratives, telles sont les idées-clés qui ont suscité la création de nouveaux produits financiers censés drainer l'épargne sénégalaise vers les institutions bancaires et financières. Cela étant, il est évident que ces innovations ne représentent qu'une initiative parmi beaucoup d'autres indispensables au développement du pays. On sait que d'une part, l'épargne «enregistrée» au

Sénégal est faible et la bancarisation du grand public n'est qu'à ses débuts. D'autre part, et malgré des potentialités incontestables, l'épargne informelle n'est que très modestement réinjectée dans les circuits officiels pour donner lieu à des emplois productifs. Il semble que, pour le moment encore, de larges couches de la population jouent sur plusieurs tableaux. Elles constituent tout d'abord une épargne de précaution - épargne informelle la plupart du temps - qui est facilement réalisable. Dès que les moyens le permettent, l'épargne est investie dans des opérations de prestige, dont l'immobilier nous fournit l'exemple le plus patent. D'un point de vue social, ce comportement est tout à fait compréhensible. Il n'en reste pas moins que, d'un point de vue économique, il représente un

handicap pour l'émergence accrue d'un entrepreneuriat proprement sénégalais.

*Les développements ci-dessus s'inspirent des discussions menées dans le cadre des Journées de réflexion et d'échange sur la stratégie nationale d'appui au secteur informel, organisées par le ministère de la Ville à Kolda (15 au 18 mars 1995) et du Séminaire de sensibilisation pour la vulgarisation de la loi cadre UEMOA sur les structures mutualistes d'épargne et de crédit, organisé par la Cellule d'Assistance Technique aux Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (AT-CPEC), Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 30 mars 1995. Je remercie les organisateurs d'avoir bien voulu m'associer à ces réflexions.*

...Ils gagneraient à s'organiser mieux. Mais le manque de confiance vis-à-vis du secteur bancaire est un handicap difficile à surmonter.

## Pour en savoir plus

BAUMANN, Eveline, 1995 - «Petites entreprises et réintermédiation financière à Dakar», *Epargne sans frontières*, n° 37, décembre-janvier, pp 70-75.

CELLULE ATOBMS, 1991 - *Etude sur les habitudes et besoins des populations-cibles en matière d'épargne et de crédit et sur l'intermédiation financière informelle au Sénégal. Rapport final.* Dakar: Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, 71 p.

DROMAIN, Michel, 1990 - «L'épargne ignorée et négligée: les résultats d'une enquête sur les tontines au Sénégal» in LELART, Michel (éd.), *La Tontine. Pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement.* Paris: John Libbey Eurotext, pp.139 - 176.

REP. du SENEGAL, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Direction de la Prévision et de la Statistique, 1993 - *Enquête sur les priorités. Résultats préliminaires.* Dakar, février, 129 p.

VANDEWEERD, L.; CAMARA, I. F.; BALDI, O., 1994 - *Banque de données sur les Systèmes Financiers Décentralisés. Sénégal.* Dakar: BCEAO, BIT / Programme d'appui aux structures mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, pag. mult.

Contributions des Journées de réflexion et d'échanges sur le secteur informel au Sénégal, Kolda, 15 - 18 mars 1995. Dakar: Ministère de la Ville.

Dossier sur le financement des entreprises dans la revue sénégalaise *Repères*, n° 6, février 1995, pp. 2 - 16.

Loi n° 95-03 du 5 janvier 1995 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit (Journal officiel du 21 janvier 1995).

Plaquette Journées d'information sur le financement des PME/PMI, 23 - 24 mars 1995, Cellule d'appui à l'environnement des entreprises, Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar, 34 p.

Trait d'Union, Revue d'information et de concertation sur l'épargne, le crédit et la mutualité. Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Cellule AT-CPEC.

1 Raffinerie de Mbao,  
1 Sénégal. Certains bailleurs de fonds  
ulent sa mort.

Réserve fédérale américaine ne  
semble pas du tout disposée à  
élever ses taux directeurs pour  
soutenir la devise.

### MONNAIE MONDIALE.

Emetteurs de monnaie mondiale, les Etats-Unis ont, sur le marché, un avantage monopolistique dont ils entendent tirer le maximum de profit financier, commercial et industriel. Leur fararaineuse Jette extérieure va ainsi donc continuer, pendant le temps qu'il faudra, à être remboursée en monnaie de singe. La faiblesse du dollar, qui ne l'est en fait que par rapport aux monnaies des principaux concurrents industriels des Etats-Unis - nippons et européens, en l'occurrence - permet aux Américains de doper leurs industries exportatrices, de créer en conséquence plus d'emplois, et de limiter l'accès de la concurrence sur leur marché domestique. C'est incidemment que la chute du dollar ruine les projections de recettes ouest-africaines d'exportation attendues de la dévaluation. Elles sont en effet, pour l'essentiel, libellées en dollars, la monnaie mondiale. En plus du fait que sur le marché des produits de base, les cours sont tendanciellement manipulés à la baisse. Vues du marché financier et surtout par les experts les plus avertis, les privatisations, la libéralisation des échanges et des investissements, les réformes économiques et financières menées par les Etats devraient accroître les flux financiers vers les économies, dans un contexte où la mondialisation est supposée être le gage d'une meilleure affectation de l'épargne aux besoins d'investisseurs planétaires. La dévaluation et les ajustements opérés dans le sens d'une libéralisation plus poussée des économies ouest-africaines sont ainsi donc censés ouvrir la zone aux investisseurs. Mais ce n'est toujours pas l'afflux sur la Zone franc.

Evolution inquiétante. La réalité est que les financements privés se concentrent sur un nombre relativement restreint de pays, sur les plus avancés, et les économies de grande dimension comme la Chine, l'Indonésie. En revanche, les régions les plus pauvres en bénéficient peu, dont le continent africain. Les apports privés de 1994 ont frisé 40 milliards de dollars en Amérique centrale et du sud. Ils ont largement dépassé ce montant en Asie. Ils augmentent ostensiblement vers les anciennes démocraties populaires de l'Europe du centre et de l'est. Alors qu'ils ne parviennent toujours pas, en Afrique sub-saharienne, aux 5 milliards de dollars record des années 1986-87. Cette évolution est inquiétante à deux titres : d'une part, les flux financiers privés vers les «pays promoteurs» sont extrêmement volatiles, car largement spéculatifs. D'autre part, pour les pays les plus pauvres, les apports privés ne parviennent plus à compenser la réduction de l'aide publique. Les marchés sont de moins en moins des lieux où se croisent des offres et des demandes réelles de biens et de capitaux allant dans le sens du développement équilibré de la planète. Ils sont de plus en plus d'immenses casinos tyranniquement entre les mains des plus puissants et des spéculateurs les plus avisés et audacieux. Ainsi, les marchés financiers, devenus considérablement fictifs et volatiles, sont presque totalement entre les mains des plus grands détenteurs de capitaux et de leurs intermédiaires : les traders, raiders et autres boursicoteurs. Ils sont prompts à refléter la moindre inquiétude des créanciers quant à leurs revenus futurs et à bruyamment crever les «bulles» outrageusement gonflées par la spéculation. Avec les conséquences qui en découlent, fort éloquemment illustrées par la toute récente affaire Nick Leeson, du nom de ce trader qui, depuis Singapour, a ruiné



# Revue **AFRIQUE** DE BANQUES

TRIMESTRIELLE DE LA MONNAIE DU CREDIT & DES BANQUES

N°02 - ISSN 0850 - 7228

DEUXIEME TRIMESTRE 1995

## Finances

**L'AFRIQUE  
FACE A  
LA TYRANNIE  
DES  
MARCHÉS**

**Entretien  
exclusif  
avec  
Babacar  
Diaye  
de  
DABAD**

**UNE FOI  
CRITIQUE  
EN  
L'AFRIQUE**



**LA GESTION  
DU RISQUE**